

ARRETE DU MAIRE

CE- N° STM 2021-012

RESTRICTION DE CIRCULATION, INTERDICTION TEMPORAIRE DE STATIONNER – TRAVAUX DE TERRASSEMENT POUR UN BRANCHEMENT ELECTRIQUE – AU DROIT DU N°55 RUE JEAN BAPTISTE COLBERT.

Le Maire de La Chapelle Saint-Luc.

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, aux droits et libertés des communes, Département et des Régions.

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.2213.1 à L.2213.4.

Vu le code de la route, notamment ses articles R. 110-1, R. 110-2, R. 411-5, R. 411-8 et R. 411-25 à R. 411-28.

Vu l'article R. 610-5 du code pénal.

Vu l'arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des Routes et Autoroutes et textes d'application.

Vu l'arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 approuvant l'Instruction Interministérielle du 15 juin 1974 modifiée, relative à la signalisation routière – signalisation temporaire, Livre I, 8^{ème} partie.

Vu la demande formulée en date du 30 décembre 2020 par la société SARL DEBERT, 8 rue des ponts 10140 BRIEL SUR BARSE.

Considérant que l'exécution des travaux de terrassement pour un branchement électrique nécessite la mise en place d'une restriction de circuler et de stationner au droit du n°55 Rue Jean Baptiste Colbert.

Considérant que les travaux doivent être signalés pour permettre la réalisation des travaux dans les meilleures conditions de sécurité.

ARRETE

Article 1 – A compter du 3 février 2021 et jusqu'à la fin des travaux (soit pour une durée de 15 jours maximum), une restriction de circulation sur demi-chaussée sera instaurée face au n°55 Rue Jean Baptiste Colbert.

Article 2 - Le stationnement de tout véhicule, excepté des véhicules affectés au chantier, est interdit sur l'emprise du chantier pendant toute la durée des travaux.

Article 3 - Les dispositions du présent arrêté seront portées à la connaissance des usagers par une signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, Livre I, mise en place et entretenue par les soins et aux frais de l'entreprise.

Article 4 - Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 - Le présent arrêté sera affiché à la Mairie de La Chapelle Saint-Luc.

Article 6 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de CHALONS en CHAMPAGNE, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Article 7 – Madame la directrice départementale de la sécurité publique de l'Aube, Monsieur le directeur général des services, Monsieur le chef du service de police municipale et Madame la responsable des services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller au respect des prescriptions résultant du présent arrêté, qui sera notifié au demandeur et dont une expédition sera en outre adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental du SDIS,
- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs Pompiers,
- Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier,
- Monsieur le Président de Troyes champagne Métropole

À La Chapelle Saint Luc, le 7 janvier 2021.



Pour le Maire,
Le Maire Adjoint Délégué

Jean JOUANET